

NAHAYLO, Bohdan and SWOBODA, Victor. *Soviet Disunion : A History of the Nationalities Problem in the USSR*. New York, The Free Press, 1990, 448 p.

Gérard Beaulieu

Volume 22, Number 4, 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702946ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702946ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaulieu, G. (1991). Review of [NAHAYLO, Bohdan and SWOBODA, Victor. *Soviet Disunion : A History of the Nationalities Problem in the USSR*. New York, The Free Press, 1990, 448 p.] *Études internationales*, 22(4), 883–885.
<https://doi.org/10.7202/702946ar>

nomique. Si, comme le pensent les auteurs, la stratégie de Gorbatchev n'a été que de retarder systématiquement la prise de décisions cruciales, il y a des motifs soutenant cette prudence (complexité de la tâche, crise abyssale, populace léthargique, etc.). Pour eux, Gorbatchev s'est refusé de donner une claire direction au processus enclenché. Si cela n'est pas faux, il faut reconnaître, à l'instar des auteurs, que le Gorbatchev d'aujourd'hui n'est pas celui de 1985 et qu'une auto-éducation laisse entrevoir que les choix clés, que les faits têtus ont d'ailleurs commencé à devancer, ne pourront être longtemps éludés. Il est regrettable que les auteurs n'aient pas reconnu, à sa juste valeur, le rôle crucial revenant à Gorbatchev dans la libération de l'Europe de l'Est: l'évolution polonaise, la chute du mur de Berlin, la mort du pacte de Varsovie (pourtant exclue par Heller et Feher), sont indubitablement tributaires de l'attitude éclairée du Kremlin. C'est là, peut-être, la réaction de spectateurs engagés ne croyant plus le changement possible.

Ce livre, bien que l'unité de son contenu soit un peu déficiente vu l'assemblage de textes qu'il contient, est nourri d'idées auxquelles ce compte rendu ne peut faire justice. Il porte une riche vision d'événements historiques, à laquelle ceux qui étudieront plus tard ce qu'était l'Europe de l'Est voudront avoir recours. Retenons la conclusion, prophétique, des auteurs: que l'avenir de l'Europe nouvellement libérée de Yalta appartient désormais à ses citoyens qui ne devront pas oublier que le monde ne sera pas spectateur s'ils jouent encore leurs «traditional little games of mutual

animosity» qui comportent le risque – notre siècle ne le sait que trop – d'une explosion guerrière. La crise yougoslave donnera-t-elle raison à Heller et Feher?

Robert DESJARDINS

*Tribunal Canadien du Commerce extérieur
Ottawa, Canada*

NAHAYLO, Bohdan and SWOBODA, Victor. *Soviet Disunion : A History of the Nationalities Problem in the USSR*. New York, The Free Press, 1990, 448 p.

Ceux qui attendaient un ouvrage d'ensemble sur les questions nationales en URSS, accueilleront avec satisfaction ce volume. Il s'agit en effet d'une étude historique, bien documentée et très bien présentée, des relations entre l'État soviétique et les minorités ethniques du pays, de 1917 à nos jours. Les auteurs replacent les problèmes nationaux particuliers à tel ou tel peuple dans la politique globale des dirigeants soviétiques successifs vis-à-vis des nationalités. La première partie de l'ouvrage, écrite par Swoboda, va de la révolution d'octobre à la mort de Staline.

En prenant le pouvoir dans cet immense territoire multiethnique qu'était l'empire russe, les Bolcheviks ont hérité de problèmes que la politique de russification des différents tsars n'avait fait qu'exacerber. Déjà, Marx et Engels avaient sévèrement condamné les conquêtes et l'oppression des peuples par la Russie tsariste. Lénine partageait ce point de vue et reconnaissait en principe le droit des peuples à l'autodétermination. Il le

proclama dans un décret quelques jours à peine après la révolution d'octobre. Mais d'autre part, Lénine lutta contre les mouvements effectifs de sécession, inspirés, selon lui, de l'idéologie bourgeoise et contraires aux intérêts véritables des travailleurs. Dans la pratique, la position de Lénine est donc ambiguë; sa condamnation de l'oppression nationale et du chauvinisme grand-russien, ne l'empêcha pas de donner des directives contredisant les principes énoncés plus haut.

Swoboda explique que si Lénine, selon ses convictions, proposa aux Ukrainiens et aux Biélorusses une sorte de «contrat national», ce contrat fut constamment violé par son propre gouvernement. Les peuples non russes reçurent encore moins de concessions de la part de Moscou. À la lumière de ce qui s'est passé en URSS par la suite cependant, le traitement des minorités sous Lénine apparaît comme libéral, malgré la brutalité de Staline, le commissaire aux Nationalités.

Une fois aux commandes de l'État, Staline déchira le contrat national élaboré avec les peuples minoritaires sous Lénine. Au moment de la collectivisation de l'agriculture, il pratiqua une véritable terreur rurale. Il s'attaqua aux cadres et à l'élite culturelle chez les peuples minoritaires et recourut aux déportations massives qui, dans le cas des Kurdes et des Ingouches, prirent des proportions de génocide. Les groupes nationaux furent aussi lourdement affectés lors des purges de 1937. La guerre 39-45, appelée la «Grande Guerre patriotique», fit diminuer la persécution ouverte. Celle-ci reprit après la guerre et se manifesta par la déportation massive

des Tartares de Crimée, d'un grand nombre d'Ukrainiens et de Baltes et fut accompagnée d'efforts de russification et d'antisémitisme officiel.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, Nahaylo rappelle que la question des nationalités a été utilisée dans la lutte pour la succession de Staline. Toute la lumière n'a pas encore été faite sur les événements mais l'auteur rapporte diverses démarches de Béria qui indiquent une tentative pour se gagner l'appui des nationalistes en Géorgie, en Ukraine et en Lettonie, afin de parvenir au pouvoir. Mais les efforts de Béria en faveur des nationalités disparaissent avec lui.

Au vingtième congrès du parti, en 1956, Khrouchtchev dénonce, parmi les crimes de Staline, son traitement inhumain de certaines minorités nationales. Il insiste sur l'égalité des peuples à l'intérieur de l'Union, sur la nécessité de revenir à l'approche pragmatique de Lénine et de reviser certaines pratiques dans la gestion de l'économie. Effectivement, suite au congrès, on assiste à une décentralisation qui remet aux républiques des pouvoirs dans la gestion des entreprises. Parallèlement, un assouplissement de la politique de russification permet un renouveau culturel et une affirmation nationale plus forte, aussi bien dans la partie européenne de l'Union que chez les peuples de l'Asie centrale. Ce libéralisme fut cependant de courte durée, abandonné à partir de 1958 en faveur d'un retour à une politique d'intégration des peuples de l'Union. Le changement de cap, entériné et renforcé par le vingt-deuxième congrès du parti en octobre 1961, se prolongea jusqu'au départ de Khrou-

chtchev en 1964.

Brejnev et Kossyguine rescindèrent plusieurs des décisions de leur prédécesseur mais non celles concernant les nationalités. Il est clair que les deux adhéraient à sa politique d'assimilation. En 1966, ils allèrent même plus loin que lui en restreignant le droit des républiques dans le domaine de l'éducation. Malgré l'affirmation grandissante de leur diversité nationale chez tous les peuples, y compris les Russes, et les malaises qui surgissaient de partout, Brejnev feignait de ne pas voir le problème et réaffirma, lors du discours marquant le cinquantième anniversaire de l'Union soviétique, que la question nationale avait été complètement et définitivement résolue.

Sous Andropov et Tchernenko, le même discours prêchant l'unité des peuples de l'Union et la louange du «grand peuple russe» se continua, en même temps qu'augmentait la répression des dissidents nationaux qui déconçaient les violations de la Charte d'Helsinki.

Près du tiers de l'ouvrage, soit quelque 120 pages, est consacré à la période de Gorbatchev. Les auteurs y analysent longuement les réactions de ce dernier aux multiples manifestations de nationalisme qui ont éclaté aussi bien dans le Caucase que dans la Baltique, en Ukraine qu'en Asie soviétique. L'incompréhension de Gorbatchev du problème national, on pourrait dire son incompétence devant cet important défi, est illustrée par ses discours et ses réactions, en septembre 1989, lors du plénum du Comité central sur cette question, plénum qui fut à peu près inutile.

En conclusion de leur étude qui se termine en décembre 1989, Swoboda et Nahaylo énoncent quatre scénarios possibles dans l'évolution de l'Union soviétique au cours des années '90: l'éclatement graduel de l'empire, la création d'une sorte de confédération aux liens très relâchés, une vraie fédération sur le modèle de la Yougoslavie ou enfin, la restauration d'un empire russe autoritaire. À la lumière des changements récents effectués par Gorbatchev dans son entourage et de son désir de restaurer l'autorité dans un pays qui s'enfoncé de plus en plus dans le chaos, il est à craindre que le processus de démocratisation soit sacrifié et la solution de la question nationale retardée. Les auteurs pour leur part sont convaincus qu'une véritable démocratisation est incompatible avec le maintien de l'empire. Une chose est certaine, la politique de répression des aspirations nationales vers laquelle semble s'orienter le régime actuel ne fera pas disparaître le problème qui est beaucoup plus ancien que le régime soviétique lui-même et pourrait bien lui survivre.

Gérard BEAULIEU

*Faculté des Arts
Université de Moncton, N.B. Canada*

EUROPE DE L'OUEST

BUFFOTOT, Patrice (sous la direction de). *L'Europe de la défense: Les débats politiques sur la défense en Europe (1987-1989)*. Éditions Européennes Érasme, La Garenne-Colombes, 1990, 304 p.